

La Crise Grecque et l'Europe

La crise dans laquelle se débat la Grèce depuis plusieurs années a pris un nouveau tournant avec l'arrivée au pouvoir de M. Tsipras. Un accord a été conclu entre la Grèce, l'Europe et le FMI le 13/07/2015. Contre un prêt de 86 Mds d'Euro la Grèce s'engage à prendre de nouvelles mesures fortement austéritaires (de l'ordre de 220 Mds en 3 ans). Les sommes sont débloquées au fur et à mesure que la Grèce met en œuvre le plan prévu.

Cet accord ne règlera aucunement le problème grec puisqu'il ignore les 2 problèmes principaux qui se posent à la Grèce :

- D'une part l'endettement qui s'élevait à 175% du PIB au moment de l'accord. Or, la première conséquence de celui-ci sera d'accroître la dette publique, ce qui ne s'est pas fait attendre puisque début février celle-ci atteint 200%
- D'autre part la situation catastrophique des banques, complètement essorées par la fuite des capitaux. Ce sont 130 Mds € qui ont quitté la Grèce œuvre évidemment des plus fortunés et des multinationales. De plus les prêts qui ne seront jamais remboursés représentent environ 52% des crédits accordés par les banques.

Mais non seulement cet accord ne règlera rien mais il va enfoncer encore plus la Grèce dans la crise économique, humanitaire et sociale.

A cela il convient d'ajouter qu'il s'agit d'un véritable déni de démocratie puisque le gouvernement grec est mis sous tutelle, toutes ses décisions devant être approuvées par les « experts internationaux ». Citons M. Juncker : « *Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* » (Le Figaro : 09/01/2015).

On a ainsi décidé, contre toute logique, d'accentuer une politique qui a déjà fait la preuve de son échec.

La crise grecque devrait convaincre ceux qui ne l'étaient pas encore que la monnaie unique demeure structurellement récessive. Elle a aussi mis en lumière, pour ceux qui en doutaient encore, que le véritable fondement de l'Europe est le libéralisme et que, derrière ce choix, il y a la volonté de remettre en cause les conquêtes ouvrières des lendemains de la guerre. On assiste à une véritable attaque frontale contre les revenus du travail et contre la protection sociale. Et, pendant ce temps, les inégalités s'accroissent démesurément. Le véritable danger que présentait le gouvernement grec aux yeux des dirigeants européens n'était pas économique car la Grèce ne représente que moins de 2% du PIB européen. Le véritable danger était idéologique car il y avait menace, en cas de réussite, de remettre en cause tout le fondement idéologique libéral de l'Europe. Ce que reconnaît Donald Tusk, Président du Conseil Européen quand il écrit, dans le Financial Times du 16 juillet : « *Plus qu'une contagion financière de la crise grecque c'est le risque de contagion idéologique ou politique qui me préoccupe* ». Une réussite de la Grèce aurait ruiné les affirmations, assénées depuis quelques années, qu'il ne peut y avoir d'autres politiques que l'austérité. Avec le risque de contagion à d'autres pays.

Cela ne doit pas nous faire oublier les erreurs et les insuffisances de M. Tsipras qui, après avoir obtenu le 5 juillet, avec une forte majorité, un mandat rejetant les dernières propositions de ses créanciers, a accepté, une semaine plus tard, des conditions plus drastiques encore. A sa décharge il convient de souligner qu'il n'a pas été soutenu par certains gouvernements (France, Italie) et que les mobilisations sociales en Europe ont été bien insuffisantes.

Quelques réformes qui nous paraissent nécessaires, non seulement pour sortir la Grèce de ses difficultés mais aussi pour refonder l'Europe :

- Annuler la dette grecque illégitime. Les annulations de dettes n'ont rien d'exceptionnel dans l'histoire économique. Rogoff et Reinhard en recensent 169 entre 1946 et 2008. L'annulation de la dette ne manque pas de fondements juridiques ; par exemple : la Charte des Nations Unies (1945), la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), la Convention de Vienne (1969) qui, toutes, affirment que le respect de l'application des

droits humains prime sur les autres engagements pris par l'État parmi lesquels le remboursement

de la dette. De toute façon il est évident que le Grèce ne pourra jamais rembourser sa dette.

- Remplacer la monnaie unique par une monnaie commune. La monnaie unique est une aberration économique, ce que de nombre d'économistes avaient dit dès sa création, et elle est une véritable machine de guerre contre la classe ouvrière. A ce jour, 8 prix Nobel d'économie, appartenant à presque tout l'échiquier des théories économiques, ont exprimé les plus grandes réserves vis-à-vis de l'Euro, voire carrément appelé à en sortir.
- Réformer la BCE pour en faire une véritable banque centrale ayant la possibilité d'acheter directement les titres publics.
- Construire une Europe démocratique, qui soit aussi sociale et fiscale.

Ne pas prendre les mesures qui s'imposent c'est favoriser le développement de l'euroscpticisme, déjà fortement présent, et la montée de l'extrême droite. C'est prendre le risque de voir l'Europe éclater. Les véritables européens sont ceux qui souhaitent une autre Europe, une Europe démocratique et fonctionnant au service de tous les citoyens. C'est cette Europe que nous avons tenté d'esquisser.

Gilbert Ricard